

la campagne anti-nucléaire

Le choix de combattre le programme nucléaire ne procède pas dont on ne sait quelle nostalgie passéiste aboutissant à contester le nucléaire en tant que tel. Pour un parti autogestionnaire comme le nôtre, ce choix vise à faire prendre en charge par la population elle-même un problème fondamental qui engage largement son avenir, alors qu'on voudrait lui imposer sans débat des options dangereuses et quasiment irrémédiables.

Il ne procède pas non plus d'on ne sait quel alignement inconditionnel sur les groupes écologiques, fussent-ils aussi autogestionnaires. Ni goût du spectaculaire, ni

désir d'être dans le vent, ni volonté récupératrice.

Nous aurions pu comme tant d'autres, à l'heure où « ça paie », donner un panorama horrifique des dangers du nucléaire. Outre que nous avons exposé en son temps l'ensemble des interrogations que soulevait le programme nucléaire français, il nous semble qu'aujourd'hui la priorité des priorités est à la mobilisation. Mais les moyens de vaincre sont trop peu connus, sur ce terrain comme sur les autres ; la tâche du PSU est donc de montrer d'expliquer, d'organiser inlassablement, toutes les formes, tous les moyens qui feront

que le nucléaire à la manière de Giscard ne passera pas. C'est dans ce sens que la journée du 26 avril et en particulier la grande manifestation parisienne doivent non seulement apporter la preuve que le PSU est capable de se mobiliser, mais aussi que c'est au service d'une cause d'intérêt général que ce parti agit.

Alors, si chaque centrale connaît son Larzac, la bataille du nucléaire sera gagnée, et le programme militaro-policier qui lui emboîte le pas sera bloqué. ■

◆ Le pouvoir et les hauts responsables de l'EDF n'ont pas renoncé à vouloir infliger au littoral breton leurs centrales nucléaires : toujours la même propagande à sens unique et qui ne lésine pas sur les moyens : ainsi des élus municipaux du pays bigouden et du Cap ont été invités à Chinon pour visiter la centrale du coin : certains semblent en être revenus quelque peu « retournés », sortis non radioactifs de la centrale, ils se sont sentis rassurés : c'est conclure bien vite et légèrement.

Cependant, chez tous ceux qui dans notre région s'opposent depuis quelques mois aux implantations



nucléaires, les conclusions et les positions restent toujours aussi fermes : c'est que ces conclusions, quoi qu'en ait pu dire avec frivolité le Docteur Bérard, conseiller général, maire de Pont-l'Abbé, s'appuient sur une information autrement sérieuse et convaincante ; c'est que ces positions ne cessent de recevoir des renforts puissants sinon décisifs : ainsi par exemple l'appel des 400 savants français (dont ceux du laboratoire de physique corpusculaire du Collège de France, véritable sanctuaire du nucléaire) : « Nous appelons la population à refuser l'installation des centrales nucléaires »

Bretagne : un littoral radio-actif ?

Aussi la lutte contre celles-ci ne s'est pas le moindre-ment ralentie dans le Sud-Ouest du Finistère. Les C.R.I.N. de Plonéour, Guilvinec, Pont-l'Abbé, Audierne, Plogoff continuent leur campagne. Un C.R.I.N. s'est créé à Quimper et une réunion publique le 4 mars a rassemblé 500 à 600 personnes.

Le PSU n'est pas resté non plus inactif. Des camarades militent dans les C.R.I.N. : nous avons par ailleurs distribué plusieurs milliers de tracts et collé plusieurs centaines d'affiches dans la Bigoudénie et le Cap : de plus le bureau fédéral du Finistère a pris l'initiative de réunir au niveau départemental les organisations politiques, syndicales, populaires, écologiques, culturelles... afin d'organiser une campagne commune qui donnerait à l'action une ampleur et une efficacité accrues {...}.

Nous devons regretter l'absence d'organisations de gauche comme le PS, le PCF, la CGT et la CFDT : il est vrai

que, par une sorte de culte fétichiste de la science, considérée par définition comme progressiste, certains semblent avoir du mal à admettre la nocivité et les dangers des centrales nucléaires ; il est vrai que les problèmes posés par celles-ci s'inscrivent mal dans le jeu politique habituel : la gauche traditionnelle n'en est pas encore arrivée à certaines mises en question nécessaires, en particulier de la croissance, encore moins sans doute à l'idée qu'une politique énergétique conditionne les orientations générales d'une société et que, précisément, le choix du nucléaire, par la concentration de la puissance technique et économique qu'il entraîne, ne peut que favoriser la concentration de pouvoirs politiques exorbitants et un processus de totalitarisation des nations (...). ■

« Combat Socialiste » - 23 mars